

PROVINCE DE LIEGE
Commune de OUPEYE

CONVOCAION DU CONSEIL COMMUNAL

Conformément aux articles L1122-11, L1122-12 et L1122-13 du CWADEL, nous avons l'honneur de vous convoquer à la séance du Conseil qui aura lieu le **30 juin 2016** à 20 heures au Château d'Oupeye, rue du Roi Albert, 127 à 4680 OUPEYE.

L'ordre du jour de cette assemblée est reproduit ci-après.

ORDRE DU JOUR

Première convocation

SEANCE PUBLIQUE

- 1, C.P.A.S. - Compte 2015 - Pour approbation
- 2, CPAS - Mise à jour du plan de gestion - Pour approbation
- 3, Informations
- 4, Remplacement d'un administrateur au Conseil d'Administration de la Régie Communale Autonome.
- 5, Remplacement d'un administrateur au Conseil d'Administration du Confort Mosan
- 6, Représentation à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IMIO - Modification
- 7, Convention de partenariat avec la Province de Liège ayant pour objet l'octroi d'une aide financière pour les années 2016-2017-2018 dans le cadre de la réforme de la sécurité civile
- 8, Projet de création du GAL "BASSE-MEUSE RURALE": Adoption du plan stratégique, des projets et du budget prévisionnel
- 9, Restructuration des groupes scolaires de l'enseignement communal d'Oupeye. Année scolaire 2016-2017
- 10, Prise en charge par le Pouvoir Organisateur de périodes enseignants pour l'année scolaire 2016-2017. Ratification de la décision collégiale
- 11, Subside à l'Académie César Franck 2016 au montant de 2.625 €.
- 12, Compte 2015 - Régie ADL - Approbation
- 13, Approbation de la modification budgétaire n° 1 au service ordinaire et extraordinaire du budget 2016
- 14, Future dénomination de la voirie située à 4680 OUPEYE, entre la rue du Pré de la Haye et la rue Jules Destrée à OUPEYE.
- 15, Accueil Temps Libre - Approbation du programme de coordination locale pour l'enfance 2016 - 2021
- 16, Octroi de primes à l'énergie pour un montant total de 680,80 €.
- 17, Octroi de primes à la réhabilitation et à la rénovation pour un montant total de 3.578,24 €.
- 18, Logement - Inventaire des logements publics en Wallonie.
- 19, Patrimoine communal – Adoption d'une convention d'emphytéose au profit de la Régie Communale Autonome pour cause d'utilité publique pour la construction d'une salle d'Arts Martiaux sur le terrain cadastré Sion B n°547E pie situé rue de Herstal à HERMEE
- 20, Réfection et égouttage de l'Avenue Reine Astrid à Oupeye - Renouvellement des installations de distribution d'eau - Approbation des conditions et du mode de passation
- 21, Acquisition de caméras de surveillance pour divers sites (Commune - RCA) - Marché conjoint - Approbation des conditions et du mode de passation.
- 22, Réfection générale de la ruelle Pistolet à Oupeye - approbation des conditions et du mode de passation - en annexe
- 23, Réponses aux questions orales
- 24, Questions orales
- 25, Approbation du projet de procès-verbal de la séance publique du 26 mai 2016

EXTRAIT DE LA NOUVELLE LOI COMMUNALE

L1122-10

§ 1 Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration, ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil.

§ 2 al. 1. Les conseillers communaux peuvent obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de la commune dans les conditions arrêtées par le règlement d'ordre intérieur établi par le conseil. Ce règlement précise également les conditions de visite des établissements et services communaux.

al. 2. La redevance éventuellement réclamée pour la copie ne peut en aucun cas excéder le prix de revient.

§ 3 al. 1. Les conseillers ont le droit de poser des questions orales d'actualité et des questions écrites au collège communal sur les matières qui relèvent de la compétence:

de décision du collège ou du conseil communal;

d'avis du collège ou du conseil communal dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire communal.

al. 2. Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités d'application du présent article.

L1122-11

al. 1. Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

al. 2. Outre l'obligation imposée par l'article 26bis, par. 5, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, le conseil communal peut tenir des séances communes avec le conseil de l'action sociale.

L1122-12

al. 1. Le conseil est convoqué par le collège communal.

al. 2. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer au jour et heure indiqués.

L1122-13

§ 1 al. 1. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

al. 2. Les points à l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

al. 3. La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par voie électronique si le mandataire en a fait la demande par écrit et dispose d'une adresse électronique en vertu du présent paragraphe.

al. 4. Le collège communal met à la disposition de chaque membre du conseil communal une adresse de courrier électronique personnelle.

al. 5. Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités d'application du présent paragraphe.

§ 2 al. 1. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

al. 2. Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui, ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

L1122-15

al. 1. Le conseil est présidé par le bourgmestre ou celui qui le remplace, sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, par. 3. Il ouvre et clôt la séance.

L1122-17

al. 1. Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

al. 2. Cependant si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

al. 3. Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

L1122-24

al. 1. Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

al. 2. L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

al. 3. Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace au moins cinq jours francs avant l'assemblée; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

al. 4. Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

al. 5. Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération.

al. 6. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

L1122-26

§ 1 Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

§ 2 al. 1. Le conseil communal vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels.

al. 2. Chacun de ses membres peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget, ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels.

al. 3. Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés, et il porte sur les articles, ou postes dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé, et sur les articles qui ont déjà été adoptés par vote séparé.

L1122-27

al. 1. Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil votent à haute voix.

al. 2. Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Sont considérés comme tels, le vote nominatif exprimé mécaniquement et le vote par assis et levé ou à main levée.

al. 3. Nonobstant les dispositions du règlement d'ordre intérieur, le vote se fait à haute voix chaque fois qu'un tiers des membres présents le demande.

al. 4. Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

al. 5. Lorsqu'il est membre du conseil, le président vote en dernier lieu.

al. 6. L'alinéa précédent n'est pas applicable aux scrutins secrets.

SEANCE A HUIS CLOS

- 26, AC OUPEYE / REGION WALLONNE (ALEGRO) - Convention d'accord transactionnel avec ELIA
- 27, Personnel enseignant - Ratification de la désignation temporaire de Madame PALMEN Gwendolyn qualité d'institutrice primaire à temps plein à partir du 9 mai 2016 en remplacement de Madame LATET Laurence
- 28, Personnel enseignant - Ratification de la désignation temporaire de Madame TOSSENS Carole en qualité d'institutrice primaire, à raison de 10 périodes/semaine, à partir du 28 avril 2016 en remplacement de Madame LATET Laurence
- 29, Personnel enseignant - Ratification de la désignation temporaire de Madame TOSSENS Carole en qualité d'institutrice primaire, à raison de 10 périodes/semaine, à partir du 9 mai 2016 en remplacement de Madame DUBOIS Valérie
- 30, Personnel enseignant - Ratification de la désignation temporaire de Madame VANDEVENNE Audrey qualité d'institutrice primaire à temps plein à partir du 30 mai 2016 en remplacement de Madame SPRONCK Barbara
- 31, Personnel enseignant - Ratification de la désignation temporaire de Madame VANDEVENNE Audrey qualité d'institutrice primaire à temps plein à partir du 10 mai 2016 en remplacement de Madame GILLARD Sabine
- 32, Personnel enseignant - Ratification de la désignation temporaire de Madame FRANCOTTE Emilie en qualité d'institutrice primaire à temps plein à partir du 2 mai 2016 en remplacement de Madame RENARD Bérénice
- 33, Personnel enseignant - Ratification de la désignation temporaire de Monsieur TAS Hassan en qualité d'instituteur primaire à temps plein à partir du 20 avril 2016 en remplacement de Madame WETZELS Maureen
- 34, Personnel enseignant - Ratification de la désignation temporaire de Madame CHARTRY Emelyne en qualité d'institutrice maternelle à mi-temps à partir du 26 avril 2016 dans un emploi vacant
- 35, Personnel enseignant - Ratification de la désignation temporaire de Madame FOSSEPREZ Christelle en qualité d'institutrice maternelle, à temps plein, à partir du 1er mai 2016 dans un emploi vacant
- 36, Personnel enseignant - Ratification de la désignation temporaire de Madame ALBERT Céline en qualité d'institutrice maternelle, à raison de 13 périodes/semaine, à partir du 1er juin 2016 dans un emploi vacant
- 37, Personnel enseignant - Ratification de la désignation temporaire de Madame SPITS Christine en qualité d'institutrice maternelle à temps plein à partir du 10 juin 2016 en remplacement de Madame GAIN Brigitte
- 38, Demande d'interruption de carrière, à temps partiel, d'une institutrice maternelle. Ratification
- 39, Demande d'interruption de carrière, à temps partiel, d'une institutrice primaire. Ratification
- 40, Demande d'interruption de carrière, à temps partiel, d'une institutrice primaire. Ratification
- 41, Demande d'interruption de carrière, à temps partiel à raison de 4 périodes/semaine, octroyée au personnel enseignant ayant atteint l'âge de 55 ans d'une institutrice primaire.
- 42, Demande d'interruption de carrière, à temps partiel à raison de 6 périodes/semaine, octroyée au personnel enseignant ayant atteint l'âge de 55 ans d'une institutrice maternelle.
- 43, Demande d'interruption de carrière, à 1/5 temps, dans le cadre d'un congé parental, du 1er septembre 2016 au 30 avril 2018, de Madame RENARD Bérénice, institutrice primaire.
- 44, Congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle, à mi-temps, d'une institutrice maternelle. Ratification
- 45, Demande d'une institutrice primaire de bénéficier d'un congé pour prestations réduites, à raison de 4 périodes/semaine, justifiées par des raisons de convenance personnelle accordé au membre du personnel enseignant âgé de 50 ans. Ratification
- 46, Demande d'une institutrice maternelle de bénéficier d'un congé pour prestations réduites, à raison de 6 périodes/semaine, justifiées par des raisons de convenance personnelle accordé au membre du personnel enseignant âgé de 50 ans. Ratification
- 47, Congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle, à raison de 6 périodes/semaine, d'une institutrice maternelle. Ratification
- 48, Mise en disponibilité pour convenance personnelle, à temps plein, d'une institutrice primaire. Ratification
- 49, Mise en disponibilité, à temps plein, pour convenance personnelle précédant la pension de retraite d'une institutrice maternelle
- 50, Mise en disponibilité, à temps plein, pour convenance personnelle précédant la pension de retraite d'une maîtresse de religion catholique
- 51, Personnel communal - Mise en disponibilité
- 52, Approbation du projet de procès-verbal de la séance à huis clos du 26 mai 2016

PAR LE COLLEGE,

Le Directeur Général f.f.,

Le Bourgmestre f.f.,

P. DELTOUR

S. FILLOT